

COUR D'ARBITRAGE

[2004/200818]

Extrait de l'arrêt n° 45/2004 du 17 mars 2004

Numéro du rôle : 2713

En cause : le recours en annulation de l'article 43 de la loi du 2 mai 2002 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations, introduit par le Gouvernement wallon.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et A. Arts, et des juges L. François, P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman et E. Derycke, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 10 juin 2003 et parvenue au greffe le 11 juin 2003, le Gouvernement wallon a introduit un recours en annulation de l'article 43 de la loi du 2 mai 2002 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations (publiée au *Moniteur belge* du 11 décembre 2002).

(...)

II. *En droit*

(...)

B.1. Dans un moyen unique, le Gouvernement wallon allègue la violation, par l'article 43 de la loi du 2 mai 2002 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations, des articles 4, § 1^{er}, et 5, § 1^{er}, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions, lus en combinaison avec l'article 3, alinéa 1^{er}, 8^o, de cette même loi.

B.2. L'article 43 de la loi attaquée dispose :

« A l'article 140, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié par la loi du 12 avril 1957, les arrêtés royaux des 12 septembre 1957 et 27 juillet 1961 et les lois des 22 juillet 1970, 22 décembre 1989 et 20 juillet 1990, sont apportées les modifications suivantes :

a) au 3^o, les mots ' , y compris les apports à titre gratuit, ' sont supprimés;

b) il est inséré un 3^o*bis* rédigé comme suit :

' 3^o*bis* - au droit fixe général pour les apports à titre gratuit, faits aux fondations d'utilité publiques et privées ou aux personnes morales visées au 2^o, lorsque l'apportant est lui-même une fondation d'utilité publique ou l'une de ces personnes morales. ' »

B.3.1. Selon l'article 3, alinéa 1^{er}, 8^o, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions, modifié par l'article 5 de la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des communautés et extension des compétences fiscales des régions, les droits d'enregistrement sur les donations entre vifs de biens meubles ou immeubles sont des impôts régionaux. Aux termes de l'article 3, alinéa 2, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 précitée, les impôts régionaux sont soumis aux dispositions des articles 4 à 11 de cette même loi.

L'article 4, § 1^{er}, de la loi spéciale de financement du 16 janvier 1989, modifié par l'article 6 de la loi spéciale du 13 juillet 2001 précitée, énonce que les régions sont compétentes pour modifier le taux d'imposition, la base d'imposition et les exonérations des impôts visés à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o à 4^o et 6^o à 9^o.

Quant à l'article 5, § 1^{er}, de la loi de financement, modifié par l'article 7, 1^o, de la loi spéciale du 13 juillet 2001, il prévoit que les impôts visés à l'article 3 sont attribués aux régions en fonction de leur localisation.

B.3.2. Selon le Gouvernement wallon, en adoptant la disposition attaquée, le législateur fédéral aurait empiété sur les prérogatives des régions en matière de droits d'enregistrement sur les donations.

B.4.1. Il ressort des travaux préparatoires de la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des communautés et extension des compétences fiscales des régions que le législateur a entendu attribuer aux régions une compétence exclusive en ce qui concerne les nouveaux impôts transférés (*Doc. parl. Chambre, 2000-2001, DOC 50-1183/001, pp. 13 et 14; Doc. parl. Chambre, 2000-2001, DOC 50-1183/007, p. 62*).

Il ressort des travaux préparatoires que le législateur n'a pas voulu donner de définition des matières imposées transférées, afin de laisser ce rôle à la jurisprudence fiscale (*Doc. parl., Chambre, 2000-2001, DOC 50-1183/007, p. 92*), les lois de financement précédentes, de 1989 et 1993, ne contenant pas non plus de définition (*Doc. parl., Chambre, 2000-2001, DOC 50-1183/007, p. 96*).

B.4.2. La disposition attaquée trouve son origine dans un amendement déposé par le Gouvernement avant l'adoption de la loi spéciale du 13 juillet 2001 et qui était justifié comme suit :

« Pour les donations ou les apports à titre gratuit par une A.S.B.L. à une autre A.S.B.L., il est actuellement perçu un droit de 1,1 % . Selon une minorité de la doctrine, il ne devrait pas, pour les apports à titre gratuit (sans ' animus donandi '), être perçu le droit de 1,1 % mais le droit fixe général (1 000 fr.).

La modification proposée par le Gouvernement au 3^o de l'article 140 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe n'a pas le caractère d'une loi interprétative en ce qui concerne cette controverse dans la doctrine. Le Gouvernement est d'accord sur le fait que le droit de 1,1 % , constitue pour beaucoup d'A.S.B.L. et de personnes morales de ce type, un obstacle pour des restructurations imposées par les changements dans la société (concentrations d'hôpitaux, d'établissements d'enseignement, d'établissements du secteur non marchand...). D'où la proposition de remplacer ce droit par le droit fixe général. » (Amendement n° 31, *Doc. parl., Chambre, 2001-2002, DOC 50-1301/002, p. 16*)

Plusieurs parlementaires ayant proposé de supprimer l'amendement au motif que la matière avait été transférée aux régions par la loi spéciale précitée, il leur fut objecté que celle-ci transférerait aux régions les droits d'enregistrement sur les donations entre vifs de biens meubles et immeubles mais que la modification de l'article 140, 3°, du Code des droits d'enregistrement demeurerait une compétence fédérale pour les motifs suivants :

« En effet, le transfert de compétence ne vise que les donations. Or, le transfert à titre gratuit ne constitue pas une donation au sens civil du terme puisqu'un élément essentiel fait défaut : l'*animus donandi*, la volonté de gratifier sans contrepartie. Par exemple, le transfert entre composantes d'un même parti politique ne constitue pas une libéralité. Par ce transfert, l'A.S.B.L. qui fait la donation poursuit la réalisation de son objet social, ce qui est une forme de contrepartie.

De plus, l'article 140 du Code des droits d'enregistrement opère une distinction entre les donations et les apports à titre gratuit. » (*Doc. parl.*, Chambre, 2001-2002, DOC 50-1301/014, p. 7)

B.5.1. Il faut considérer que le Constituant et le législateur spécial, dans la mesure où ils n'en disposent pas autrement, ont transféré un ensemble homogène de compétences en attribuant aux régions toute la compétence d'édicter les règles relatives à l'établissement de la base d'imposition, du taux ainsi que des exonérations en matière de droits d'enregistrement sur les donations de biens meubles et immeubles.

B.5.2. Les apports à titre gratuit visés à l'article 140, 3°, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe font partie de la section 12 de ce Code, portant le titre « Donations ». A défaut de précision contraire, c'est l'ensemble de la matière de cette section que le législateur spécial a entendu transférer aux régions.

B.5.3. Il ressort, en outre, du rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 30 novembre 1939 contenant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe (*Moniteur belge*, 1^{er} décembre 1939) qu'au moment de l'adoption de ce Code, le législateur entendait assimiler les donations et apports à titre gratuit sur le plan fiscal.

B.6. En modifiant le taux d'imposition des apports à titre gratuit visés à l'article 140, 3°, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, le législateur fédéral a violé les articles 4, § 1^{er}, et 5, § 1^{er}, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions, lus en combinaison avec l'article 3, alinéa 1^{er}, 8°, de la loi précitée, modifiés par la loi du 13 juillet 2001 portant refinancement des communautés et extension des compétences fiscales des régions.

B.7. Afin de ne pas tromper les attentes légitimes des contribuables, la Cour maintient les effets de la disposition de la manière indiquée au dispositif.

Par ces motifs,

la Cour

- annule l'article 43 de la loi du 2 mai 2002 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations;

- maintient les effets de la disposition annulée jusqu'à l'entrée en vigueur de dispositions par lesquelles les législateurs régionaux ont ou auront fixé un autre droit d'enregistrement pour les apports à titre gratuit, faits aux fondations d'utilité publique et privées ou aux personnes morales visées à l'article 140, alinéa 1^{er}, 2°, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, lorsque l'apportant est lui-même une fondation d'utilité publique ou l'une de ces personnes morales.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 17 mars 2004.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux.

Le président,

M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

[2004/200818]

Uittreksel uit arrest nr. 45/2004 van 17 maart 2004

Rolnummer 2713

In zake : het beroep tot vernietiging van artikel 43 van de wet van 2 mei 2002 betreffende de verenigingen zonder winst oogmerk, de internationale verenigingen zonder winst oogmerk en de stichtingen, ingesteld door de Waalse Regering.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en A. Arts, en de rechters L. François, P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman en E. Derycke, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. Onderwerp van het beroep en rechtspleging

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 10 juni 2003 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 11 juni 2003, heeft de Waalse Regering beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 43 van de wet van 2 mei 2002 betreffende de verenigingen zonder winst oogmerk, de internationale verenigingen zonder winst oogmerk en de stichtingen (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 11 december 2002).

(...)

II. In rechte

(...)

B.1. In één enig middel voert de Waalse Regering de schending aan, door artikel 43 van de wet van 2 mei 2002 betreffende de verenigingen zonder winst oogmerk, de internationale verenigingen zonder winst oogmerk en de stichtingen, van de artikelen 4, § 1, en 5, § 1, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, in samenhang gelezen met artikel 3, eerste lid, 8°, van diezelfde wet.

B.2. Artikel 43 van de bestreden wet bepaalt het volgende :

« In artikel 140, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 12 april 1957, de koninklijke besluiten van 12 september 1957 en 27 juli 1961 en de wetten van 22 juli 1970, 22 december 1989 en 20 juli 1990, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in 3° vervallen de woorden ' met inbegrip van de inbrengsten om niet ';

b) er wordt een 3°bis ingevoegd, luidende :

' 3°bis - het algemeen vast recht voor de inbrengen om niet aan private stichtingen en stichtingen van openbaar nut of aan rechtspersonen als bedoeld onder 2°, indien de inbrenger zelf een stichting van openbaar nut of een dezer rechtspersonen is. ' »

B.3.1. Volgens artikel 3, eerste lid, 8°, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, gewijzigd bij artikel 5 van de bijzondere wet van 13 juli 2001 tot herfinanciering van de gemeenschappen en uitbreiding van de fiscale bevoegdheden van de gewesten, is het registratierecht op de schenkingen onder de levenden van roerende of onroerende goederen een gewestelijke belasting. Naar luid van artikel 3, tweede lid, van de voormelde bijzondere wet van 16 januari 1989, zijn de gewestelijke belastingen onderworpen aan de bepalingen van de artikelen 4 tot 11 van diezelfde wet.

Artikel 4, § 1, van de bijzondere financieringswet van 16 januari 1989, gewijzigd bij artikel 6 van de voormelde wet van 13 juli 2001, bepaalt dat de gewesten bevoegd zijn om de aanslagvoet, de heffingsgrondslag en de vrijstellingen van de in artikel 3, eerste lid, 1° tot 4° en 6° tot 9°, bedoelde belastingen te wijzigen.

Artikel 5, § 1, van de financieringswet, gewijzigd bij artikel 7, 1°, van de bijzondere wet van 13 juli 2001, voorziet erin dat de in artikel 3 bedoelde belastingen « aan de gewesten [worden] toegewezen in functie van hun lokalisatie ».

B.3.2. Volgens de Waalse Regering zou de federale wetgever, door de bestreden bepaling aan te nemen, inbreuk hebben gemaakt op de prerogatieven van de gewesten inzake het registratierecht op de schenkingen.

B.4.1. Uit de parlementaire voorbereiding van de bijzondere wet van 13 juli 2001 tot herfinanciering van de gemeenschappen en uitbreiding van de fiscale bevoegdheden van de gewesten blijkt dat de wetgever de gewesten een exclusieve bevoegdheid heeft willen toekennen wat de nieuwe overgedragen belastingen betreft (*Parl. St.*, Kamer, 2000-2001, DOC 50-1183/001, pp. 13 en 14; *Parl. St.*, Kamer, 2000-2001, DOC 50-1183/007, p. 62).

Uit de parlementaire voorbereiding blijkt dat de wetgever geen definitie heeft willen geven van de overgedragen belastbare materies, om dat werk over te laten aan de fiscale rechters (*Parl. St.*, Kamer, 2000-2001, DOC 50-1183/007, p. 92), omdat de vorige financieringswetten, van 1989 en 1993, evenmin een definitie bevatten (*Parl. St.*, Kamer, 2000-2001, DOC 50-1183/007, p. 96).

B.4.2. De bestreden bepaling gaat terug op een amendement dat werd ingediend door de Regering vóór de aanneming van de bijzondere wet van 13 juli 2001, dat als volgt werd verantwoord :

« Bij schenkingen of inbrengsten om niet van een V.Z.W. in een andere V.Z.W. wordt nu een registratierecht van 1,1 % geheven. Volgens een minderheid in de rechtsleer zou op inbrengsten om niet (zonder ' *animus donandi* ') niet het recht van 1,1 % maar het algemeen vast recht verschuldigd zijn (1 000 fr.).

De door de Regering voorgestelde wijziging aan het 3° van artikel 140 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten heeft niet het karakter van een interpretatieve wet betreffende dat dispuut in de rechtsleer. De Regering is het eens dat het recht van 1,1 % voor veel V.Z.W.'s en soortgelijke rechtspersonen een hinderpaal vormt voor herstructureringen die zich vaak door de maatschappelijke evolutie opdringen (schaalvergroting van ziekenhuizen, onderwijsinstellingen, instellingen in de non-profit sector...). Vandaar de voorgestelde vervanging van dat recht door het algemeen vast recht. » (Amendement nr. 31, *Parl. St.*, Kamer, 2001-2002, DOC 50-1301/002, p. 16)

Tegen het voorstel van verscheidene parlementsleden om het amendement te schrappen om reden dat de materie bij de voormelde bijzondere wet naar de gewesten was overgedragen, werd ingebracht dat bij die wet het registratierecht op de schenkingen onder de levenden van roerende of onroerende goederen was overgedragen aan de gewesten, maar dat de wijziging van artikel 140, 3°, van het Wetboek der registratierechten om de volgende redenen een federale bevoegdheid was gebleven :

« Voormelde bevoegdheidsoverdracht slaat immers alleen op schenkingen. Overdrachten om niet zijn echter geen schenkingen in de burgerrechtelijke betekenis van het woord, aangezien een essentieel element daartoe ontbreekt, met name de *animus donandi*, de wil om iemand belangeloos te begunstigen. Zo vormt de overdracht tussen componenten van een zelfde politieke partij geen schenking. Door die overdracht streeft de V.Z.W. die de schenking doet immers haar maatschappelijk doel na, wat als een vorm van tegenprestatie kan worden aangemerkt.

Bovendien maakt artikel 140 van het Wetboek der registratierechten een onderscheid tussen schenkingen en inbrengsten om niet. » (*Parl. St.*, Kamer, 2001-2002, DOC 50-1301/014, p. 7)

B.5.1. Voor zover zij er niet anders over hebben beschikt, moeten de Grondwetgever en de bijzondere wetgever worden geacht een homogeen bevoegdheidspakket te hebben overgedragen door aan de gewesten de volledige bevoegdheid toe te kennen tot het uitvaardigen van de regels met betrekking tot het vaststellen van de heffingsgrondslag, de aanslagvoet en de vrijstellingen inzake het registratierecht op de schenkingen van roerende en onroerende goederen.

B.5.2. De inbrengen om niet bedoeld in artikel 140, 3°, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, maken deel uit van afdeling 12 van dat Wetboek, met als titel « Schenkingen ». Bij gebrek aan een tegengestelde precisering, is het de volledige materie die in die afdeling is ondergebracht, die de bijzondere wetgever naar de gewesten heeft willen overdragen.

B.5.3. Bovendien blijkt uit het verslag aan de Koning voorafgaand aan het koninklijk besluit van 30 november 1939 houdende het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten (*Belgisch Staatsblad* van 1 december 1939) dat de wetgever, op het ogenblik van de aanneming van dat Wetboek, de schenkingen en de inbrengen om niet op fiscaal vlak wilde gelijkstellen.

B.6. Door de aanslagvoet te wijzigen van de inbrengen om niet bedoeld in artikel 140, 3°, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, heeft de federale wetgever de artikelen 4, § 1, en 5, § 1, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, in samenhang gelezen met artikel 3, eerste lid, 8°, van de voormelde wet, gewijzigd bij de bijzondere wet van 13 juli 2001 tot herfinanciering van de gemeenschappen en uitbreiding van de fiscale bevoegdheden van de gewesten, geschonden.

B.7. Om de belastingplichtigen niet in hun legitieme verwachtingen teleur te stellen, handhaaft het Hof de gevolgen van die bepaling, zoals aangegeven in het beschikkend gedeelte.

Om die redenen,
het Hof

- vernietigt artikel 43 van de wet van 2 mei 2002 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen;

- handhaaft de gevolgen van de vernietigde bepaling tot de inwerkingtreding van bepalingen waarbij de gewestwetgevers een ander registratierecht hebben of zullen hebben vastgesteld voor de inbrengen om niet aan private stichtingen en stichtingen van openbaar nut of aan rechtspersonen als bedoeld in artikel 140, eerste lid, 2°, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, indien de inbrenger zelf een stichting van openbaar nut of een dezer rechtspersonen is.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 17 maart 2004.

De griffier,
P.-Y. Dutilleux.

De voorzitter,
M. Melchior.

SCHIEDSHOF

[2004/200818]

Auszug aus dem Urteil Nr. 45/2004 vom 17. März 2004

Geschäftsverzeichnisnummer 2713

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 43 des Gesetzes vom 2. Mai 2002 über die Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, die internationalen Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und die Stiftungen, erhoben von der Wallonischen Regierung.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und A. Arts, und den Richtern L. François, P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman und E. Derycke, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. *Gegenstand der Klage und Verfahren*

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 10. Juni 2003 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 11. Juni 2003 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die Wallonische Regierung Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 43 des Gesetzes vom 2. Mai 2002 über die Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, die internationalen Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und die Stiftungen (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 11. Dezember 2002).

(...)

II. *In rechtlicher Beziehung*

(...)

B.1. In einem einzigen Klagegrund führt die Wallonische Regierung einen Verstoß durch Artikel 43 des Gesetzes vom 2. Mai 2002 über die Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, die internationalen Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und die Stiftungen gegen die Artikel 4 § 1 und 5 § 1 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen in Verbindung mit Artikel 3 Absatz 1 Nr. 8 desselben Gesetzes an.

B.2. Artikel 43 des angefochtenen Gesetzes bestimmt:

«Artikel 140 Absatz 1 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Gesetz vom 12. April 1957, die Königlichen Erlasse vom 12. September 1957 und 27. Juli 1961 und die Gesetze vom 22. Juli 1970, 22. Dezember 1989 und 20. Juli 1990, wird wie folgt abgeändert:

a) In Nr. 3 werden die Wörter ' einschließlich unentgeltlicher Einbringungen ' gestrichen.

b) Eine Nr. 3bis mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

' 3bis - auf die allgemeine Festgebühr für unentgeltliche Einbringungen in gemeinnützige Stiftungen und Privatstiftungen oder in die unter Nr. 2 erwähnten juristischen Personen, wenn der Einbringer selbst eine gemeinnützige Stiftung oder eine dieser juristischen Personen ist. »

B.3.1. Gemäß Artikel 3 Absatz 1 Nr. 8 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen, abgeändert durch Artikel 5 des Sondergesetzes vom 13. Juli 2001 zur Refinanzierung der Gemeinschaften und Erweiterung der steuerlichen Befugnisse der Regionen, sind die Registrierungsgebühren auf Schenkungen von beweglichen und unbeweglichen Gütern unter Lebenden regionale Steuern. Gemäß Artikel 3 Absatz 2 des obengenannten Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 unterliegen die regionalen Steuern den Bestimmungen der Artikel 4 bis 11 desselben Gesetzes.

Artikel 4 § 1 des Finanzierungs-sondergesetzes vom 16. Januar 1989, abgeändert durch Artikel 6 des obengenannten Sondergesetzes vom 13. Juli 2001, besagt, daß die Regionen befugt sind, die Steuersätze, die Bemessungsgrundlage und die Steuerbefreiungen im Sinne von Artikel 3 Absatz 1 Nrn. 1 bis 4 und 6 bis 9 zu ändern.

Artikel 5 § 1 des Finanzierungs-sondergesetzes, abgeändert durch Artikel 7 Nr. 1 des Sondergesetzes vom 13. Juli 2001, sieht vor, daß die in Artikel 3 erwähnten Steuern entsprechend ihrem Standort den Regionen zugewiesen werden.

B.3.2. Nach den Darlegungen der Wallonischen Regierung habe der föderale Gesetzgeber durch die Annahme der angefochtenen Bestimmung auf die Vorrechte der Regionen hinsichtlich der Registrierungsgebühren auf Schenkungen übergriffen.

B.4.1. Aus den Vorarbeiten zum Sondergesetz vom 13. Juli 2001 zur Refinanzierung der Gemeinschaften und Erweiterung der steuerlichen Befugnisse der Regionen geht hervor, daß der Gesetzgeber den Regionen eine ausschließliche Zuständigkeit für die übertragenen neuen Steuern erteilen wollte (*Parl. Dok.*, Kammer, 2000-2001, DOC 50-1183/001, SS. 13 und 14; *Parl. Dok.*, Kammer, 2000-2001, DOC 50-1183/007, S. 62).

Aus den Vorarbeiten geht hervor, daß der Gesetzgeber keine Definition der übertragenen besteuerten Sachbereiche festlegen wollte, um der Steuerrechtsprechung diese Aufgabe zu überlassen (*Parl. Dok.*, Kammer, 2000-2001, DOC 50-1183/007, S. 92), da die vorherigen Finanzierungsgesetze von 1989 und 1993 ebenfalls keine Definition enthielten (*Parl. Dok.*, Kammer, 2000-2001, DOC 50-1183/007, S. 96).

B.4.2. Die angefochtene Bestimmung hat ihren Ursprung in einem von der Regierung vor der Annahme des Sondergesetzes vom 13. Juli 2001 eingereichten Abänderungsantrag, der wie folgt begründet wurde:

«Für Schenkungen oder unentgeltliche Einbringungen durch eine VoG zugunsten einer anderen VoG wird derzeit eine Gebühr vom 1,1% erhoben. Nach einer Minderheit der Rechtslehre soll auf unentgeltliche Einbringungen (ohne ' *animus donandi* ') nicht die Gebühr von 1,1% , sondern die allgemeine Festgebühr (1 000 Franken) erhoben werden.

Die von der Regierung vorgeschlagene Änderung von Nr. 3 von Artikel 140 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches weist nicht die Beschaffenheit eines Auslegungsgesetzes in bezug auf diese Kontroverse in der Rechtslehre auf. Die Regierung ist damit einverstanden, daß die Gebühr von 1,1% für viele VoGs und juristische Personen dieser Art ein Hindernis für die durch gesellschaftliche Veränderungen erforderlich gewordenen Umstrukturierungen darstellt (Konzentration von Krankenhäusern, Schulen, Einrichtungen des Nonprofitsektors usw.). Daher wird vorgeschlagen, die Gebühr durch die allgemeine Festgebühr zu ersetzen.» (Abänderungsantrag Nr. 31, *Parl. Dok.*, Kammer, 2001-2002, DOC 50-1301/002, S. 16)

Während mehrere Abgeordnete vorgeschlagen hatten, den Abänderungsantrag zu streichen, weil der Sachbereich durch das oben erwähnte Sondergesetz den Regionen übertragen worden sei, hielt man ihnen entgegen, dieses übertrage den Regionen die Registrierungsgebühren auf Schenkungen von beweglichen und unbeweglichen Gütern unter Lebenden, doch die Änderung von Artikel 140 Nr. 3 des Registrierungsgebührengesetzbuches bleibe aus folgenden Gründen eine föderale Zuständigkeit:

«Die Zuständigkeitsübertragung betrifft in der Tat nur die Schenkungen. Eine unentgeltliche Übertragung stellt jedoch keine Schenkung im zivilrechtlichen Sinne dar, da ein wesentliches Element fehlt, und zwar der *animus donandi*, nämlich der Wille, jemandem ohne Gegenleistung eine Zuwendung zukommen zu lassen. Die Übertragung zwischen Bestandteilen derselben politischen Partei stellt beispielsweise keine unentgeltliche Zuwendung dar. Mit dieser Übertragung verfolgt die VoG, die die Schenkung vornimmt, die Verwirklichung ihres Vereinigungszwecks, und dies ist eine Form der Gegenleistung.

Außerdem unterscheidet Artikel 140 des Registrierungsgebührengesetzbuches zwischen Schenkungen und unentgeltlichen Einbringungen.» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2001-2002, DOC 50-1301/014, S. 7)

B.5.1. Es ist davon auszugehen, daß der Verfassungsgeber und der Sondergesetzgeber, insofern sie nichts anderes festgelegt haben, ein homogenes Ganzes von Zuständigkeiten übertragen haben, indem sie den Regionen die gesamte Zuständigkeit zur Festlegung der Regeln über die Bestimmung der Bemessungsgrundlage, des Steuersatzes sowie der Befreiungen im Bereich der Registrierungsgebühren auf Schenkungen von beweglichen und unbeweglichen Gütern erteilt haben.

B.5.2. Die unentgeltlichen Einbringungen im Sinne von Artikel 140 Nr. 3 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches sind Bestandteil von Abschnitt 12 des Gesetzbuches mit dem Titel «Schenkungen». Da keine anderslautende Präzisierung vorliegt, hat der Sondergesetzgeber den gesamten Sachbereich dieses Abschnitts den Regionen übertragen wollen.

B.5.3. Aus dem Bericht an den König vor der Annahme des königlichen Erlasses vom 30. November 1939 zur Einführung des Gesetzbuches über die Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebühren (*Belgisches Staatsblatt* vom 1. Dezember 1939) geht hervor, daß der Gesetzgeber zum Zeitpunkt der Annahme dieses Gesetzbuches die Schenkungen und unentgeltlichen Einbringungen in steuerlicher Hinsicht gleichstellen wollte.

B.6. Indem der föderale Gesetzgeber den Steuersatz der unentgeltlichen Einbringungen im Sinne von Artikel 140 Nr. 3 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches abgeändert hat, hat er gegen die Artikel 4 § 1 und 5 § 1 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen in Verbindung mit Artikel 3 Absatz 1 Nr. 8 des obengenannten Gesetzes, abgeändert durch das Sondergesetz vom 13. Juli 2001 zur Refinanzierung der Gemeinschaften und Erweiterung der steuerlichen Befugnisse der Regionen, verstoßen.

B.7. Um die rechtmäßigen Erwartungen der Steuerpflichtigen nicht zu enttäuschen, erhält der Hof die Auswirkungen der betreffenden Bestimmung auf die im Urteilstenor angegebene Weise aufrecht.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

- erklärt Artikel 43 des Gesetzes vom 2. Mai 2002 über die Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, die internationalen Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und die Stiftungen für nichtig;

- erhält die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmung bis zum Inkrafttreten von Bestimmungen aufrecht, durch welche die Regionalgesetzgeber eine andere Registrierungsgebühr festgesetzt haben bzw. haben werden für unentgeltliche Einbringungen in gemeinnützige Stiftungen und Privatstiftungen oder in die in Artikel 140 Absatz 1 Nr. 2 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches erwähnten juristischen Personen, wenn der Einbringer selbst eine gemeinnützige Stiftung oder eine dieser juristischen Personen ist.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 17. März 2004.

Der Kanzler,

P.-Y. Dutilleux.

Der Vorsitzende,

M. Melchior.